

Université de Liège – Faculté de Philosophie et Lettres

Département d'Histoire

Séminaire de recherche (HIST0087-A)

Jérémie Ferrer-Bartomeu, Christophe Masson

« On n’y voit rien. Descriptions » (Daniel Arasse). L’État et ses administrations dans les conflits du début du ^{xv}^e à la fin du ^{xvii}^e siècle (Sources, corpus, problèmes)

Les parlements de province dans la ville
Étude comparée de Toulouse, Rennes et Metz au ^{xvii}^e siècle

Estelle Sluse

Master I en Histoire, à finalité approfondie

Année académique 2024-2025

Les parlements de province dans la ville

Étude comparée de Toulouse, Rennes et Metz au XVIIe siècle

Sommaire

Introduction : Les parlements français de province.....	3
Le lien à la ville (partie 1).....	4
Le choix de la ville.....	4
Le parlement dans la ville.....	5
L'équilibre des lieux de pouvoir.....	6
La place des commerces.....	7
Les sociabilités des parlementaires.....	7
Matérialité du bâti.....	8
Choix du bâtiment.....	8
Les conditions de travail.....	9
Financer les constructions.....	11
Symboles et symboliques.....	12
Le lien à la ville (partie 2).....	13
Les déplacements des parlements.....	13
Conclusion et ouverture.....	14
Annexes.....	16
Annexe 1 : Plan de Toulouse.....	16
Annexe 2 : Plan et rapport du parlement de Toulouse.....	18
Annexe 3 : Passage par Toulouse d'Abraham Gölnitz.....	20
Annexe 4 : Plan de Rennes.....	21
Annexe 5 : Gravure du retour du parlement de Bretagne à Rennes.....	23
Annexe 6 : L'Hôtel de Moussaye à Rennes.....	24
Annexe 7 : Lettre de Madame de Sévigné à Madame de Grignan.....	25
Annexe 8 : Carte de Metz.....	26
Annexe 9 : Edit concernant la création du parlement de Metz.....	28
Annexe 10 : Discours d'un magistrat sur le parlement de Metz.....	29
Bibliographie.....	31
Sources.....	31
Narratives.....	31
Iconographiques et monumentales.....	31
Travaux.....	32
Instruments de travail.....	34

Introduction : Les parlements français de province

Les parlements français constituent une figure incontournable de la vie politique et institutionnelle française. En tant que cours souveraines de justice de dernière instance, ils représentent non seulement le roi mais enregistrent aussi les lois, détenant un certain pouvoir de remontrance et se considérant gardiens des lois fondamentales. Détenant un pouvoir judiciaire, réglementaire et administratif, les parlements occupent une place essentielle sur l'échiquier politique. Leur autonomie et leur pouvoir fluctuent au fil du temps, dans des rapports plus ou moins conflictuels avec le roi, jusqu'à leur suppression en 1789¹.

Le parlement de Paris est le plus ancien, le plus emblématique et le plus important, tant par sa taille que par son rôle dans les affaires du Royaume. Il existait une dizaine de parlements de province, mis en place entre le XV^e et le XVIII^e siècle. Dans ce travail, nous nous penchons sur ces parlements de province. Alors qu'auparavant n'existait que le parlement de Paris, au cours du XV^e siècle sont créés ceux de Toulouse, du Dauphiné (à Grenoble), de Bordeaux et de Dijon. Au XVI^e siècle, les parlements de Provence (à Aix), de Normandie (à Rouen) et de Bretagne (à Rennes) sont instaurés – sans compter une brève tentative d'un parlement du Piémont à Turin. La création de ces parlements accompagne l'extension du territoire du royaume – par héritage ou conquête. Enfin, au XVII^e siècle, les parlements plus petits, de Navarre (à Pau), de Metz, de Besançon, de Flandres (à Tournai), de Dombes (à Trévoux) sont mis en place, outre une tentative infructueuse à Nîmes².

Ne pouvant pas traiter l'ensemble des parlements français dans ce court travail, nous sommes restreints à trois. Nous avons d'abord opté pour le parlement de Toulouse, le second de France après Paris, créé en 1420 mais lancé véritablement en 1443. Ensuite, le parlement de Bretagne a été choisi. Il alterne entre 1554, date de création, et 1561 entre Nantes et Rennes avant de se fixer à Rennes en 1561. Enfin le parlement de Metz, s'étendant sur la province des Trois-Évêchés, qui débute en 1633 complète la sélection. Concernant les bornes chronologiques, nous examinerons le XVII^e siècle, qui constitue un moment où le parlement de Toulouse est depuis longtemps une institution, où il se consolide à Rennes et s'installe à Metz.

Les parlements étudiés se trouvent donc dans des régions différentes et à des stades différents. Pendant longtemps sujets d'intérêt des historiens locaux, ces parlements de province ont vu leur étude renouvelée depuis la fin du XX^e siècle par des travaux sur des thématiques précises, souvent davantage axés sur le XVIII^e siècle ou des crises particulières. Généralement sujets interrogés dans leur singularité, nous optons ici pour une démarche comparative, en questionnant leur inscription dans leur ville.

Pour ce travail, deux angles d'approche sont envisagés : la localisation des palais des parlements et leur matérialité. Nous nous intégrons à une histoire urbaine et matérielle, en nous inspirant des questionnements d'Adrien Pitor sur le parlement de Paris et de Michel Figeac et

¹ HAROUEL J.-L., « Parlements », in BLUCHE F. (dir.), *Dictionnaire du Grand Siècle*, Paris, Arthème Fayard, 2005, rééd., p. 1153-1154 ; BARBICHE B., « Les parlements et les juridictions judiciaires », in *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne (XV^e – XVIII^e siècle)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 341-342.

² *Ibid.*, p. 341-342 ; BÉLY L., « Parlements », in IDEM, *Dictionnaire de l'Ancien Régime : royaume de France : XV^e-XVIII^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, p. 960-965.

Caroline Le Mao sur celui de Bordeaux, travaux surtout axés sur le XVIII^e siècle³. Nous commencerons par nous pencher sur le choix de la ville d'accueil avant d'aborder la localisation du parlement. Où se trouve-t-il dans la ville ? Quels sont les éléments qui l'entourent ? Quelle est sa position relative par rapport aux autres lieux de pouvoir ? Nous interrogerons également les sociabilités du quartier. Les questions autour de la matérialité se concentrent autour des bâtiments utilisés pour le parlement. S'agit-il d'un bâtiment construit pour répondre à la fonction parlementaire ou bien est-ce un lieu réinvesti et peut-être réadapté ? Est-ce que ce bâtiment a eu – a ou aura simultanément – d'autres fonctions ? Est-ce que des marques particulières du pouvoir sont liées au parlement ? Après nous être intéressés à cet aspect symbolique, nous reviendrons sur le choix de la ville en examinant les déplacements des parlements.

Notre démonstration est appuyée sur un corpus de documents présentés dans un second temps. Il est constitué de sources tant iconographiques, qu'écrites, que monumentales se rapportant aux parlements de Toulouse, Rennes et Metz. Dans l'incapacité matérielle de se rendre dans les archives respectives, nous nous sommes concentrés sur des documents édités ou numérisés, beaucoup déjà présents au sein de travaux. Nous avons privilégié des sources externes au parlement même, non produites par les parlementaires afin d'interroger les représentations du parlement et ses perceptions de l'extérieur.

Le lien à la ville (partie 1)

Le choix de la ville

La juridiction du parlement de Paris couvre la plus grande partie de la France, manifeste supériorité qui se traduit également par de plus grandes infrastructures, tandis qu'en province, les parlements sont sensiblement plus petits. Toutefois, même entre les provinces, il existe des différences : celui de Toulouse compte trois chambres, Rennes deux et Metz une seule. C'est la couronne qui impose par édit l'installation d'un parlement (**annexe 9**), en précisant sa composition. Il est nécessaire pour la ville accueillant le parlement d'avoir une surface et une population suffisamment importantes⁴. La population d'une ville accueillant un parlement augmentant à son installation, des parlementaires venant du reste de la province ou d'autres régions du royaume, il faut pouvoir héberger ces arrivants. La situation géographique est aussi un élément pris en compte, comme la présence de fortifications : lorsque Louis XIII et Richelieu

³ PITON A., *L'espace du Palais. Étude d'un enclos judiciaire parisien de 1670 à 1790.*, thèse de doctorat en histoire moderne et contemporaine, inédit, Sorbonne, 2019 ; FIGEAC M., MAO C.L., « Le Parlement de Bordeaux et la cité, de la Fronde à la veille de la Révolution », in SASSIER Y., CHALINE O. (dir.), *Les Parlements et la vie de la cité (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2004, p. 249-276.

⁴ « Nous avons dit, statué, voulu & ordonné, disons, statuons, voulons, ordonnons & nous plaist, qu'esdites Provinces, & Eveschez de Mets, Toul & Verdun, & Pays ajacens, y soit esably une cour souveraine en tiltre de Parlements, dont le siege actuel sera en la ville de Metz, à cause de la commodité de la situation, grandeur d'icelle, & affluence de peuple » (*Edict du Roy, Portant creation et establissement d'une Cour de Parlement en sa ville de Metz. Publié au Sceau le 16 Juin 1633. Et enregistré en Parlement le 20 Decembre 1635*, Paris, Chez Charles Morel, 1636, p. 5.)

veulent déplacer le parlement de Metz à Toul, un des arguments utilisés par les parlementaires protestants est l'insuffisance de fortifications⁵.

Dans un premier temps, les rois de France avaient installé les parlements dans les villes des provinces annexées avec un passé parlementaire. C'est le cas de Toulouse, mais plus complexe pour la Bretagne car si la province avait eu son parlement, il n'était pas à Rennes. Durant les premières années, les sessions du parlement se déroulent alternativement à Nantes et Rennes. Une rivalité entre les deux villes s'observe, toutefois plus large que la seule question parlementaire, s'inscrivant dans des luttes de pouvoir. Si les raisons du choix final de Rennes restent hypothétiques, l'enjeu d'accueil du parlement renferme celui du titre de capitale de la province⁶. Pour Metz, principauté ecclésiastique d'Empire sous protection française depuis Henri II – qui ne devient officiellement française qu'en 1648, à la fin de la guerre de Trente Ans – il n'existait pas, comme dans le reste des Trois-Évêchés de passé parlementaire. Il s'agit d'un élément contribuant à la francisation du territoire de fait plutôt que de droit. Cette installation institue un second temps, parallèle au développement de l'absolutisme d'état, avec des parlements installés dans des provinces qui n'en avaient pas précédemment⁷. Mais dans les deux cas, l'installation du parlement constitue une manière pour le souverain français d'affirmer et de consolider son pouvoir dans un territoire récemment conquis ou acquis tout en conférant un prestige certain à la ville choisie.

Le parlement dans la ville

Afin de retrouver l'emplacement des trois parlements envisagés dans leurs villes respectives, nous nous référons à des cartes datant du XVII^e siècle (**annexes 1, 4 et 8**). Bien que certaines vues consacrées à ces villes de la même époque les présentent clairement comme villes parlementaires, ce n'est pas systématiquement le cas⁸. La mention de « ville de parlement » n'apparaît que dans le sous-titre du plan de Metz (**annexe 8**). Sur les plans de Toulouse (**annexe 1**) et de Rennes (**annexe 4**) il faut se référer à la légende pour trouver le parlement. Les informations données restent très sommaires pour Toulouse, mais renseignent sur les dates de construction pour Rennes. Sur le plan de Metz, la légende ne mentionne que les paroisses et les églises mais sur l'image elle-même figurent les noms des rues et de certains bâtiments, dont le parlement, désigné comme palais. Notons que cette carte est dédiée à un maître échevin et que les échevins de Metz étaient régulièrement en conflit avec les parlementaires.

⁵ PETRY C., *Faire des Sujets du Roi : Rechtspolitik in Metz, Toul und Verdun Unter Französischer Herrschaft (1552-1648)*, Berlin/München/Boston, De Gruyter, 2006, p. 160-161.

⁶ RIVALAN M. P., *Rennes, naissance d'une capitale provinciale (1491-1610)*, thèse en Histoire, inédit, Université Rennes 2, 2014, p. 333.

⁷ SOULEYREAU M.-C.V., *Le cardinal de Richelieu à la conquête de la Lorraine: correspondance, 1633*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 12-16 ; PETRY, *op. cit.*, p. 176-177.

⁸ Pour Toulouse : BASSET, *Toulouse, ville capitale du Languedoc, archevêché, parlement et université, XVI^e siècle*, estampe, 28 x 35 cm, Toulouse, Archives municipales de Toulouse, 45Fi74 ; pour Rennes : BOISSEAU Jean, *Rennes ville épiscopale siège du parlement et capitale du duché de Bretagne, 1644*, plan, 28 x 69,5 cm, Paris, BNF, GE BB-246 (XI, 84-85).

L'équilibre des lieux de pouvoir

En comparant la localisation de chaque palais, trois configurations différentes émergent, autant dans la position géographique sur le plan de la ville que dans le rapport relatif aux autres lieux de pouvoir. Nous avons considéré le parlement, en sa qualité de cour de justice souveraine de la plus haute instance, comme principal centre judiciaire. Dans cette optique, nous avons cherché des centres du pouvoir politique, religieux et militaire. La question économique sera abordée dans un second point, à travers l'analyse de l'emplacement des commerces. Comme incarnation du pouvoir politique municipal, nous avons repéré les hôtels de ville, et comme signe du pouvoir religieux, les cathédrales, ces villes étant des évêchés – et même archevêchés pour Toulouse. Quant à la fonction militaire, nous nous sommes intéressés aux murailles – les trois villes étant fortifiées – auxquelles s'ajoutent parfois une citadelle ou la maison du gouverneur. Nous aurions pu envisager la Monnaie de chaque ville ainsi que les autres lieux consacrés à l'exercice de la justice, mais, pour ne pas surcharger les cartes, nous avons préféré nous concentrer sur les centres d'une plus grande importance précédemment présentés.

À Toulouse (**annexe 1**), le palais du parlement se situe au Sud-Est de la cité, accolé à la muraille. Dans le quartier d'à côté, à moins d'un kilomètre, se trouve la cathédrale Saint-Etienne. Les capitouls, conseil municipal, régulièrement rivaux des parlementaires, se réunissent au Capitole, situé de l'autre côté de Toulouse, au Nord-Ouest. Plus d'un kilomètre séparent les deux bâtiments, mais surtout, Jack Thomas qui a cartographié les lieux de vie du personnel du parlement sous Louis XIV, montre que le personnel lié au parlement déserte les rues dans les quartiers de la ville à proximité du Capitole⁹. En ce qui concerne Rennes (**annexe 4**), le palais du parlement se trouve dans la *Ville Neuve*, accroissement datant du XV^e siècle. La cathédrale Saint-Pierre, l'hôtel de ville et la maison du gouverneur – dans la porte Mordelaise, partie intégrante des fortifications¹⁰ – se trouvent dans la *Vieille Ville*. Il s'agit du quartier voisin mais plus ancien et encore séparé des autres parties par la muraille percée de quelques portes. Si une séparation assez nette s'observe avec l'hôtel de ville à Toulouse et Rennes, ce n'est pas le cas pour Metz. Au contraire, à Metz (**annexe 8**), excepté la citadelle qui surplombe la ville, tout est concentré à un seul endroit, au centre de la ville. En effet, autour de la Place d'Armes se situent la cathédrale Saint-Etienne et le palais des Treize (faisant office à la fois de parlement et d'hôtel de ville) avec, non loin, la résidence du gouverneur. Soulignons que Metz était une principauté épiscopale – d'Empire, sous protection française depuis 1552 puis officiellement annexée en 1648 – avec un prince-évêque détenant en théorie pouvoirs spirituel et temporels. Ces différents pouvoirs locaux ne s'accordent que peu avec les prétentions royales françaises et l'installation d'un parlement qui tente d'asseoir une autorité supérieure. Dès le début de la mise en place du parlement (même en amont) des tensions et des conflits naissent : au parlement et ses parlementaires s'opposent l'évêque comme les échevins et le gouverneur. Ce dernier demandera même au roi de déplacer le parlement dans une autre

⁹ THOMAS J., « Gens de justice à Toulouse au temps de Louis XIV », in SUAU B., ALMARIC J.-P., OLIVIER J.-M. (dir.), *Toulouse, une métropole méridionale : Vingt siècles de vie urbaine*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2009, p. 163-186.

¹⁰ « Les fortifications médiévales et les Portes Mordelaises », in INRAP, *Atlas archéologique : Rennes*, [en ligne], <https://multimedia.inrap.fr/atlas/Rennes/syntheses/par-themes/Les-fortifications-medievales-et-les-Portes-Mordelaises>, (consulté le 29/04/2025, dernière mise à jour en 2018).

ville¹¹. Dans les trois villes, les questions de pouvoir s'inscrivent dans l'espace urbain. Il est ainsi possible d'envisager que la position relative dans la cité peut conditionner, ou à tout le moins encourager, les situations conflictuelles.

La place des commerces

L'emplacement du parlement a également une importance dans l'organisation économique de la ville. Un lien existe en effet entre les parlements et les commerces, qui se remarque fortement pour le parlement de Paris qui accueille de nombreuses boutiques¹². Ce phénomène s'observe aussi – à moins grande échelle – dans les autres villes. À Toulouse, le plan du palais établi par l'ingénieur François Garipuy (**annexe 2**) montre des boutiques installées entre deux chambres du palais, et il y en a davantage dans les rues aux alentours, particulièrement dans la Rue des Fleurs¹³. À Metz, déjà avant l'installation du parlement, le quartier du palais et de la cathédrale comptait un certain nombre d'échoppes, mais ensuite, la zone devient encore plus convoitée. Louis XIII accorde par édit à trois marchands de Paris le droit d'installer leurs boutiques au rez-de-chaussée du palais. Les Messins – surtout les marchands de la ville – protestent mais le roi confirme cette décision en attribuant aux marchands parisiens, en plus de cet espace, une rue entière, trois maisons et tous les espaces non-bâties autour du palais, avec pour consigne d'y construire autant de magasins, maisons et échoppes que possible¹⁴. Pour Rennes, bien que la carte (**annexe 4**) n'indique pas directement de boutiques immédiatement près du parlement, il est intéressant de noter la présence de la Cohue — marché couvert — dans la *Vieille Ville*, à proximité du palais. De plus, lorsque le parlement de Bretagne est déplacé brièvement à Vannes, il s'installe au-dessus de la Cohue locale¹⁵.

Les sociabilités des parlementaires

L'emplacement du palais détermine également les sociabilités, le parlement employant un nombre important de personnes : aux présidents et conseillers s'ajoutent des greffiers, huissiers, notaires, secrétaires et serviteurs. L'édit d'installation du parlement à Metz (**annexe 9**) liste sur plus d'une page les différentes fonctions au sein du parlement¹⁶. Dans cette ville, sur une population totale de 20 000 personnes, 510 dépendent ou travaillent au parlement, ce qui est plus grand que dans l'armée, la garnison comptant 300 individus – et il faut noter

¹¹ PETRY C., *op. cit.*, p. 130-179 ; VIGNAL-SOULEYREAU M.-C., « Bourbon contre Bourbon : le parlement de Metz face à la justice de l'évêque en 1633-1634 », in FOURNIEL B. (dir.), *La justice dans les cités épiscopales : Du Moyen Âge à la fin de l'Ancien Régime*, Toulouse, Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2014, p. 503-512.

¹² PITOT A., *op. cit.*, p. 547-550.

¹³ ROCACHER J., « Histoire des bâtiments du parlement de Toulouse », in POUMARÈDE J. et THOMAS J. (dir.), *Les Parlements de province : Pouvoirs, justice et société du XIV^e au XVII^e siècle*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 1996, p. 55-73.

¹⁴ PETRY C., *op. cit.*, p. 152-154.

¹⁵ Cet étage servait auparavant de siège du présidial. Le parlement utilise également des pièces des maisons aux alentours. (JARNOUX P., « Un exil intérieur : le parlement de Bretagne à Vannes, 1675-1690 », in AUBERT G., CHALINE O. (dir.), *Les Parlements de Louis XIV : Opposition, coopération, autonomisation ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 95-116.)

¹⁶ « un Premier President, six autres presidents, cinquante-quatre conseillers, six desquels seront conseillers clercs, & quarante-huit Lais, un procureur general, deux advocats généraux pour nous [...] quatre substituts dudit procureur general, un greffier civil [...] » (*Edict du Roy [...]*, *op. cit.*, p. 5-7.)

qu'il est parmi les plus petits du Royaume¹⁷. À Rennes, lors du déplacement du parlement à Vannes, la ville perd une part importante de sa population, passant de 50 000 à 38 000 – mais tous les départs ne sont pas liés à celui du parlement, Vannes ne connaissant pour cette période que quelques milliers d'habitants en plus¹⁸.

Toutes les séances du parlements ne sont pas immédiatement annuelles et tous ses membres ne sont pas originaires de la ville, amenant la contrainte du logement¹⁹. Jack Thomas montre que le personnel du parlement toulousain réside à l'intérieur des fortifications de la ville, dans les capitoulats (quartiers) autour du palais (**annexe 1**) dans un rayon de 500 mètres²⁰. Même si nous ne possédons pas de telles informations concernant Metz, il est possible de supposer une volonté de s'installer aux abords de son lieu de travail. À Rennes, les rues autour du parlement se développent, avec l'achat, la construction ou l'agrandissement de riches maisons (**annexe 6**). Les présidents de parlement et les parlementaires au sens large exercent parfois une puissance et une influence importantes. Certains sont nobles ou anoblis et beaucoup sont riches, occupant de remarquables demeures dans la villes comme des châteaux à l'extérieur des fortifications²¹.

Par ces différents éléments, le parlement constitue un des points névralgiques de chaque ville. Bien que la disposition des différents centres de pouvoirs (politique, religieux) varie selon la ville, l'inscription du palais au centre d'un tissu de commerces et des habitations de son personnel est une régularité. Notons aussi que la position dans la ville par rapport au pouvoir municipal incarné dans l'hôtel de ville traduit de rivalités en cas d'éloignement ou favorise les conflits si proches.

Matérialité du bâti

Choix du bâtiment

Les plans de Metz et de Toulouse précédemment évoqués (**annexes 8 et 1**) combinent vue géographique et figurative, proposant une forme assez détaillée des bâtiments représentés. Au premier abord, ce ne sont pas des bâtiments qui se distinguent particulièrement par leur architecture. Seul le palais de Rennes, de nos jours palais de justice, date du XVII^e siècle. Celui

¹⁷ PETRY, *op. cit.*, p. 176.

¹⁸ Pour davantage de détails sur le séjour et les contraintes des parlementaires à Vannes : JARNOUX P., *op. cit.*, p. 95-116.

¹⁹ AUBERT G., « Lieux de mort, lieux de vie ? », in *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest. Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine*, n° 110-4 (2003), p. 205-220.

²⁰ THOMAS J., *op.cit.*, p. 165-175.

²¹ AUBERT G., « Les parlementaires à Rennes au XVII^e siècle : la grandeur et l'exil », in SASSIER Y., CHALINE O. (dir.), *Les Parlements et la vie de la cité (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2004, p. 277-285 ; AUBERT G., « Une capitale provinciale au miroir de ses riches: Rennes dans les années 1620, ou la naissance d'une ville parlementaire », in *Fortunes urbaines. Élités et richesses dans les villes de l'Ouest à l'époque moderne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p. 19-42. Un exemple parmi d'autres pour Rennes : « Immeuble », in POP, *Patrimoine architectural (Mérimée)*, [en ligne], <https://rb.gy/aglo2p> (consulté le 10/05/2025, dernière mise à jour le 9/12/2022).

Les parlementaires font de même à Toulouse (les capitouls aussi, autour du Capitole), certains hôtels particuliers sont toujours en place de nos jours : *UrbanHist+*, [en ligne], <https://www.urban-hist.toulouse.fr/uh/?context=C6eQ> (consulté le 10/05/2025, dernière mise à jour le ?).

de Toulouse, bien que modifié depuis, servant lui aussi de palais de justice, date du XIX^e siècle et celui de Metz, qui héberge désormais des commerces, du XVIII^e siècle.

Le palais de Rennes, bien qu'ayant connu des modifications aux XVIII^e et XIX^e siècles, a été avant tout construit entre 1618 et 1655 (comme l'indique la légende de l'**annexe 4**). L'emplacement – un terrain acheté aux Cordeliers – est choisi en 1511, les plans réalisés en 1615 et les travaux débutent en 1618²². La construction est principalement assurée par le grand architecte français Salomon de Brosse, mais d'autres architectes participent aux travaux, tels que Corbineau, qui s'est aussi illustré dans la réalisation de certaines maisons de parlementaires (dont l'**annexe 6**)²³. Avant l'inauguration du palais en 1655, les sessions semestrielles parlementaires se déroulaient au couvent des Cordeliers non loin (**voir annexe 4**)²⁴. Bien qu'au stade d'hypothèse, nous pouvons supposer que le choix de l'emplacement du palais a été guidé par la volonté de poursuivre les bonnes relations avec l'ordre religieux et par commodité, pour des raisons pratiques, en restant intégré au réseau de sociabilités déjà structuré dans les environs du couvent.

Tandis que les parlementaires rennais cohabitaient avec les Cordeliers dans un premier temps, à Metz, ils s'étaient installés dans l'hôtel de ville où se réunissaient les différents conseils et les échevins. En effet, le roi avait indiqué que jusqu'à la construction d'un palais propre, les sessions parlementaires se dérouleront dans le palais des Treize, occupé par les magistrats (**annexe 10**)²⁵. La cohabitation avec les échevins ne se déroule pas sans heurts, certains ressentiments naissant déjà avant l'installation du parlement parmi la population de la ville et ses échevins. Les tensions ne s'apaisent pas, au contraire, les échevins se plaignant au gouverneur de n'avoir plus qu'une salle de disponible pour leurs réunions. La situation s'envenime aussi car, parmi ses premiers arrêts, le parlement interdit le conseil de la cité – décision ensuite confirmée par le roi. Les maîtres-échevins continuent de se réunir et organisent une défense, produisant un certain nombre de documents (**annexe 10**)²⁶.

Les conditions de travail

À l'occasion de son voyage à travers la France, le polonais Abraham Gölnitz passe par Toulouse (**annexe 3**), où il visite le palais du parlement et le Capitole, l'hôtel de ville. Il souligne dans sa description la richesse des décorations du Capitole. Le bâtiment des capitouls avait en

²² « Palais de Justice », in POP, *Patrimoine architectural (Mérimee)*, [en ligne] <https://rb.gy/rbfs8h> (consulté le 3/05/2025, dernière mise à jour le 9/12/2022).

²³ *Hotel De La Moussaye*, [en ligne], <https://www.hotel-de-la-moussaye.com/> (consulté le 5/05/2025, dernière mise à jour en 2022).

²⁴ « Couvent des Cordeliers », in INRAP, *Atlas archéologique : Rennes*, [en ligne], <https://multimedia.inrap.fr/atlas/Rennes/sites-archeologiques-Rennes> (consulté le 15/05/2025, dernière mise à jour en 2018).

²⁵ CULLIÈRE A., « La création du parlement de Metz (1633). Représentations burlesques et symboliques », in BOURDIEU-WEISS C. (dir.), *Les pouvoirs et leurs représentations dans les Trois-Évêchés. Actes de la journée d'étude de Metz (8 juin 2019)*, Metz, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Université de Lorraine, 2021, p. 16 ; WAGNER P.-É., TRAPP J., LÉONARD J., « Représenter Metz au XVII^e siècle. Le travail de Claude Chastillon. Partie 2: Les monuments du Moyen Âge messin », in *Les Cahiers lorrains : Revue de recherches régionales depuis 1922*, n° 2 (2021), p. 47-49.

²⁶ PETRY C., *op. cit.*, p. 147-152 ; CULLIÈRE A., *op. cit.*, p. 22-23 ; SOULEYREAU M.-C. V., *op. cit.*, p. 20.

effet été remanié au début du XVII^e et des avaient été statues installées²⁷. Il le compare avec la simplicité et le dénuement du parlement dont il remarque la relative désorganisation.

Ce désordre s'explique par l'histoire de sa construction. En effet, le parlement s'était à l'origine (au XV^e siècle) installé dans le château Narbonnais. Construit au XIII^e siècle sur la porte gallo-romaine – expliquant son intégration dans la muraille – le palais est utilisé comme résidence des comtes de Toulouse, puis siège du sénéchal, du viguier et de l'administration royale. C'est un bâtiment emblématique de la ville, figurant sur ses armes. Toutefois, c'est sous une forme générique car il n'en existe quasiment aucune représentation²⁸. Ensuite, entre 1549 et 1557, le château, dont les réparations sont trouvées trop onéreuses, est démoli par Nicolas Bachelier, pour être reconstruit. Cependant, pour une série de raisons, cela ne se produit pas : Bachelier décède quelques années plus tard puis des troubles religieux éclatent en 1562. Ensuite, les toulousains envahissent le chantier, craignant qu'une fois construite, la forteresse soit utilisée par le parti catholique ou protestant. Les parlementaires ajournent donc le projet puis concèdent l'emplacement aux commerçants qui y établissent des boutiques²⁹.

Suivant leur installation au XV^e siècle, les parlementaires avaient déjà commencé à réaménager le palais, l'étendant en construisant des chambres vers l'Est, entre la rue des Fleurs et la muraille, sans véritable plan ni organisation. Résultat, la forme prise par le parlement est désordonnée et irrégulière, ses chambres s'intercalant entre les boutiques et les habitations. Guillaume Ratel, qui travaille sur les trajets des documents à travers les différentes greffes, présente le parlement comme un dédale, un labyrinthe³⁰. L'ingénieur toulousain François Garipuy réalisant rapport et plan des bâtiments témoigne de leur désorganisation (**annexe 2**) :

« La seule inspection du plan annexé à ce rapport suffit pour faire *connoître combien la distribution en est irrégulière*, qu'il n'y a aucun ordre ni aucune suite dans l'emplacement des pièces principales où on rend la justice, qu'elles sont à des *étages de hauteur différente*, que la plupart n'ont ny vestibule ny cabinets, qu'on ni parvient que par des *coridors étroits* et par de *vieux escaliers de bois*. »³¹

Dans son rapport, François Garipuy alerte aussi sur le mauvais état de nombreuses pièces, pleines de lézardes et de fissures. Abraham Gölnitz observait déjà l'état peu brillant du bâtiment (**annexe 3**). La dégradation des infrastructures avait déjà conduit à leur première démolition, cependant les autorités ne semblent pas particulièrement s'en alarmer. Mais s'occuper des

²⁷ FRIQUART L.-E., KRISPIN L., « hôtel de ville appelé Capitole », in *UrbanHist* +, [en ligne] <https://www.urban-hist.toulouse.fr/uhplus/?context=Q7r9> (consulté le 21/03/2025, dernière mise à jour 2012).

²⁸ CATALO J., « La représentation du château Narbonnais de Toulouse », in BOURGEOIS L., RÉMY C. (dir.), *Demeurer, défendre et paraître : orientations récentes de l'archéologie des fortifications et des résidences aristocratiques médiévales entre Loire et Pyrénées (Actes du colloque de Chauvigny – 14-16 juin 2012)*, Chauvigny, Associations de Publications Chauvinoises, 2014, p. 471-489.

²⁹ ROCACHER J., « Histoire des bâtiments du parlement de Toulouse », *op. cit.*, p. 55-60.

³⁰ *Ibid.*; BEC J.-L., « Petites et grandes histoires de la construction du palais de justice de Toulouse », in *Histoire de la justice*, vol. 21 (2011), n° 1, p. 155-176 ; RATEL G., « Le labyrinthe des greffes du parlement de Toulouse, pivot de la pratique à l'époque moderne (1550-1778) », in PONCET O., STOREZ-BRANCOURT I. (dir.), *Une histoire de la mémoire judiciaire : De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publications de l'École nationale des chartes, 2009, p. 217-232.

³¹ GARIPUY François, *Vérification et raport de l'état actuel du palais*, édité par ROCACHER J., « La description du palais du parlement de Toulouse par l'ingénieur François Garipuy (31 aout 1778) », in *Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France*, t. 51 (1991), p. 250.

bâtiments semble être une tâche difficile, que ce soit à cause des coûts, de la taille et la désorganisation de ses édifices.

Un des arguments en faveur du retour du parlement de Vannes à Rennes mis en avant était les mauvaises conditions matérielles du parlement, installé à l'étage du marché couvert et dans certaines maisons voisines³². Les parlementaires bretons, avant de pouvoir s'installer dans leur palais occupaient le couvent des Cordeliers qui n'était pas davantage une structure adaptée. Le désordre et la précarité des installations paraît une régularité davantage qu'une exception. L'organisation repose principalement sur un équilibre précaire et des solutions pragmatiques pas toujours pérennes. Les conditions rarement idéales observées sont dues moins à des choix volontaires qu'à des tentatives de s'adapter.

Financer les constructions

La question financière est un aspect important qui lie le parlement, son bâtiment et la ville. Les parlements sont des cours souveraines mais dont les municipalités ont payé la construction des bâtiments ou permis l'occupation. Cela conduit invariablement à certaines contraintes voire tensions.

À Rennes, pour la première session, le parlement avait occupé le couvent des Cordeliers mais les pères s'étaient ensuite plaints des dégâts causés par le passage des parlementaires mais surtout de leurs serviteurs. Toutefois, les religieux continuent jusqu'en 1655 d'accueillir les sessions parlementaires. Nous avançons que le choix du couvent a été guidé par la taille de la salle – où avaient par ailleurs eu lieu états et assemblées auparavant – et son emplacement. L'accord des Cordeliers s'explique, selon Mathieu Rivalan, pour plusieurs raisons qui s'entremêlent. Il s'agit pour eux d'une sorte de devoir dont ils se sentent investis mais également d'une importante source de prestige. De plus, bien que pas directement rétribué, le couvent bénéficie d'une aumône généreuse et la ville se charge des réparations, rénovations et achats des meubles³³.

Si des éléments peuvent être mis en place pour compenser en quelque sorte l'occupation des lieux tel à Rennes, à Metz, c'est plus difficile : le fait que le bâtiment financé par la cité évince le conseil municipal au profit des parlementaires est très mal accepté. Parlement comme ville considèrent le palais sien, posant la question de son appartenance. Dans ce conflit, si la royauté rejoint plutôt l'avis du parlement, elle voit le bâtiment comme sa propriété avant tout³⁴. Le parlement représente le pouvoir du roi mais en lui restant soumis (qui se constate aussi dans les représentations : **annexe 5**). Louis XIII envisage en effet la construction du palais de Rennes comme une demeure royale, certes utilisée par le parlement, mais qu'il prévoyait d'occuper en cas de déplacement³⁵.

Ce n'est pas la vision partagée par la ville et ses habitants. C'est la municipalité qui finance la construction du bâtiment et qui paye (500 000 livres) le retour du parlement à Rennes

³² RIVALAN M.P., *op. cit.*, p. 333.

³³ *Ibid.* ; BEUCHET L., « Rennes (Ille-et-Vilaine). 1A-1B, rue Victor Hugo », in *Archéologie médiévale*, n° 42 (2012), p. 253-254.

³⁴ PETRY C., *op. cit.*, p. 157-158.

³⁵ RIVALAN M.P., *op. cit.*, p. 467.

en 1689³⁶. Si un palais coûte cher, la ville n'a parfois pas assez de fonds pour des dépenses si conséquentes. Elle doit donc instaurer ou augmenter des taxes, en provoquant le mécontentement de la population comme à Rennes. De plus, la constitution de la somme nécessaire, dépendante des circonstances extérieures, peut prendre de nombreuses années. Ces contraintes financières expliquent pourquoi la construction du palais du parlement de Rennes, dont le roi avait accordé l'autorisation en 1578 n'a débuté qu'en 1618³⁷. La question financière, additionnée aux circonstances politiques externes, a probablement aussi conditionné l'échec de la reconstruction du palais toulousain. Un bourgeois, historien local contemporain rapporte que le palais de Rennes, qu'il qualifie de plus beau et régulier de France, est à la gloire de la ville. Toutefois, il regrette qu'il n'en porte pas les armes, absentes de sa façade. En effet, la cour avait avancé l'argument de ne pas vouloir que le palais soit dégradé par une marque de propriété³⁸. Cependant, avançons l'hypothèse que ce soit plutôt une tentative de réduire l'importance de la ville sur la cour souveraine de la province.

Symboles et symboliques

Abraham Gölnitz ne remarquait pas d'élément décoratif particulier dans le parlement toulousain, excepté une statue qu'il estime impossible à identifier (**annexe 3**). Bien que le voyageur polonais ne les ait pas remarqués, le lieu présente cependant certains signes de pouvoir. À l'extérieur, Jean Catalo note que lors des travaux du château narbonnais, l'horloge, la cloche et la prison furent été transférées de l'ancienne tour à la nouvelle, comme symboles du pouvoir judiciaire³⁹. Les intérieurs, qui ne sont pas toujours dans de très bon états, portent plus de symboles du pouvoir. François Garipuy (**annexe 2**) rapporte que sur les murs, les plafonds et les tentures s'observent des motifs de fleurs de lys pour rappeler la présence royale ainsi que des figures allégoriques, bibliques ou mythologiques⁴⁰. Citons par exemple les travaux d'Hercule représentés sur les lambris du plafond en bois peint en doré de la chambre de mise en accusation, réalisés au XVII^e siècle⁴¹.

Autour des parlements, un répertoire symbolique tant mythologique que biblique est mobilisé. Il s'incarne matériellement, dans le bâti comme dans les textes et œuvres les représentant. Ainsi, un des magistrats messins qui se plaint de l'installation du parlement dans un discours (**annexe 10**) utilise les figures d'ange tutélaire, mais aussi de Jephté, vieillard biblique auquel il compare le roi et Metz à sa fille. Dans la gravure de 1690 célébrant le parlement de Bretagne – plus spécifiquement son retour à Rennes – qui surmonte une thèse réalisée par le collège jésuite (**annexe 5**) s'observe une mobilisation d'un registre principalement allégorique. Au premier plan, une scène imaginée de toutes pièces : Louis XIV

³⁶ AUBERT G., « Les parlementaires à Rennes au XVII^e siècle », *op. cit.*, p. 277-300 ; SAUPIN G., « Sociologie municipale des villes de parlement en France au XVII^e siècle », in AUBERT G., CHALINE O. (dir.), CHALINE O. (dir.), *Les Parlements de Louis XIV : Opposition, coopération, autonomisation ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 205-226.

³⁷ RIVALAN M.P., *op. cit.*, p. 465-490.

³⁸ AUBERT G., « Les parlementaires à Rennes au XVII^e siècle », *op. cit.*, p. 277-300.

³⁹ CATALO J., « La tour de l'horloge du parlement de Toulouse », in VIVAS M. (dir.), *(Re)lecture archéologique de la justice en Europe médiévale et moderne*, Pessac, Ausonius Éditions, 2019, p. 67-83.

⁴⁰ REBIÈRE J.-L., « Le Parlement de Toulouse aux XVII^e et XVIII^e siècles », in *Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France*, t. 74 (2014), p. 165-186.

⁴¹ *Ibid.*, p. 184-185.

et son entourage (en réalité absents lors de cet événement) autorisent le retour du parlement à Rennes en accueillant une délégation. Cette dernière est composée, de gauche à droite, d'un angelot tenant les armes de Rennes – qui rappelle le refus d'orner la façade du palais du symbole de la ville – des allégories de la vertu et de la justice et d'une personnification de la Bretagne, portant ses armoiries et clôturant la marche. La justice est représentée divisée en trois femmes qui portent ses attributs, respectivement la main de la justice, la balance et l'épée. L'allégorie de la justice est liée à tous les parlements, faisant partie des décorations intérieures des palais de Toulouse et de Rennes, tenant une place dans le discours d'inauguration du parlement de Metz⁴². Si l'association de l'allégorie de la justice au parlement semble un lieu commun, elle permet de souligner que le rôle judiciaire du parlement est le plus mis en avant, incarné matériellement.

Le lien à la ville (partie 2)

Les déplacements des parlements

Les parlements appliquent certes leur autorité à une province – le Languedoc pour Toulouse ; la Bretagne pour Rennes ; les Trois-Évêchés pour Metz – mais il existe un attachement plus particulier à la ville d'hébergement. Sur la gravure étudiée précédemment (**annexe 5**) du parlement de Rennes, les armes de la ville sont le premier élément présenté à Louis XIV. Le lien du parlement à sa ville se constate surtout lorsque le parlement doit être déplacé. La translation du parlement constitue une arme politique pour le souverain, dans le but de manifester sa puissance, punir un parlement désobéissant, maintenir l'ordre ou à cause des circonstances extérieures. Ainsi, pendant les conflits religieux au XVI^e siècle, le parlement de Toulouse avait été déplacé, mais il ne quitte pas la ville durant le XVII^e siècle⁴³. Il est possible de formuler l'hypothèse que malgré sa taille importante (restant le deuxième du royaume après Paris), les capitouls, première force au sein de la ville, attirent davantage l'attention. Durant cette période toutefois le parlement de Metz doit partir à Toul de 1637 à 1658, tandis que le parlement de Bretagne, qui après des années d'alternance au siècle précédent avait fini par se fixer à Rennes, est exilé à Vannes de 1675 à 1690.

Ce déplacement de Rennes à Vannes est décidé par les autorités – comme à Bordeaux – à cause de la révolte du papier timbré. Face à une ville et un parlement rebelles, l'armée est envoyée et le roi n'interdit pas le parlement, punition déjà utilisée dans d'autres circonstances, mais ordonne son transfert dans une ville plus petite et moins importante : Vannes. Dans ses lettres, la marquise de Sévigné (**annexe 7**) relate qu'il s'agit d'une tragédie pour la ville. Ce qui semble être un drame pour la noblesse touche toute la ville : bien que situation ait été nuancée par Gauthier Aubert, le départ pour Vannes du Parlement entraîne un déclin du prestige de la ville, une baisse de population et un certain bouleversement des sociabilités⁴⁴. Sur la gravure

⁴² CULLIÈRE A., *op. cit.*, p. 17.

⁴³ La relative obéissance du parlement de Toulouse est en partie étudiée par : SERVANTON M., *Factions et robes rouges: parlements et politique provinciale de Richelieu à la Fronde (1624-1654)*, thèse de doctorat en Histoire moderne, inédit, Université Bordeaux Montaigne, 2017.

⁴⁴ AUBERT G., « Chapitre X. Le duc de Chaulnes à Rennes (III) : une capitale décapitée », in *Les révoltes du papier timbré, 1675 : Essai d'histoire événementielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 469-539 ; JARNOUX P., *op. cit.*, p. 95-116.

célébrant le retour du parlement à Rennes (**annexe 5**), quelques parlementaires se distinguent : les trois présidents en haut des escaliers, au pied, un homme qui tient un sac de documents, rappelant la matérialité concrète du retour du parlement. La représentation du bâtiment qui surplombe la scène est particulièrement marquante : le palais, déserté depuis 1675 – seule sa prison continue d’être utilisée – est réinvesti en 1690. Derrière les enjeux politiques restent des contraintes matérielles. Le déplacement de Rennes à Vannes prend huit jours : il fallait, en plus des documents importants, prendre aussi certains meubles et tapisseries⁴⁵. Cependant, le déplacement de Metz à Toul est beaucoup plus lent.

Si au départ, Metz avait été préférée pour accueillir le parlement à Toul et Verdun, qui étaient dirigées par des évêques de la maison de Lorraine, en conflit avec la France, les objectifs royaux évoluent. Richelieu et Louis XIII cherchent à occuper une place plus centrale dans les Trois-Evêchés et à s’éloigner des frontières de l’Empire. Ils décident donc de transférer le parlement à Toul. Le déplacement répond donc à une stratégie territoriale mais se conjugue au souhait du gouverneur de Metz qui souhaite le départ des parlementaires de la ville. Les parlementaires néanmoins protestent – épisode remarquable rapporté par Christine Petry. L’été 1637, le roi ordonne une première fois la translation du parlement à Toul, que les parlementaires tentent d’empêcher ou du moins retarder. Parmi les arguments se retrouvent la petite taille de la ville, l’insuffisance des fortifications et la présence de la peste. Les parlementaires n’ayant pas quitté Metz, le roi réitère son ordre en automne puis en décembre. Le 31 décembre finalement, les parlementaires trouvent la porte du palais fermée à clé, barricadée et placardée d’un acte lui interdisant d’y siéger. La solution trouvée par les parlementaires est de se réunir dans la maison du président du parlement. Toutefois, c’est une solution temporaire, ils sont rapidement définitivement contraints de partir à Toul. Mais de Toul, ils multiplient les tentatives pour rentrer à Metz et se font désigner comme « parlement de Metz siégeant à Toul »⁴⁶. Cet attachement à Metz est d’autant plus remarquable car le parlement ne s’y était installé qu’en 1633, provoquant un certain nombre de conflits. L’épisode cristallise plusieurs facettes évoquées précédemment, de l’inscription du parlement dans la ville, des tensions avec tant d’autres figures urbaines que le roi en passant par l’importance des parlementaires et de leurs personnalités.

Conclusion et ouverture

Notre travail permet d’envisager et d’interroger les liens qui unissent ou désunissent les parlements respectifs de Toulouse, Rennes et Metz, la royauté et la cité et ses pouvoirs locaux à travers des questions matérielles et urbaines. Examiner la localisation et la matérialité de ces différents parlements nous a permis d’évoquer quelques épisodes révélateurs des tensions et contraintes à l’œuvre. Les parlements de province, au XVII^e siècle, se trouvent à une place relativement précaire dans leur ville, dans un équilibre changeant entre distinction et grande reconnaissance et problèmes dus au manque d’infrastructures ou à la faiblesse des moyens investis. Les parlements s’inscrivent de manière assez forte dans la ville, en influant sur sa structure, formant un point névralgique vers où convergent commerces et personnel. Ils ne constituent pas uniquement des centres judiciaires mais ont davantage d’importance. Les

⁴⁵ JARNOUX P., *op. cit.*, p. 95-116.

⁴⁶ PETRY C., *op. cit.*, p. 159-166.

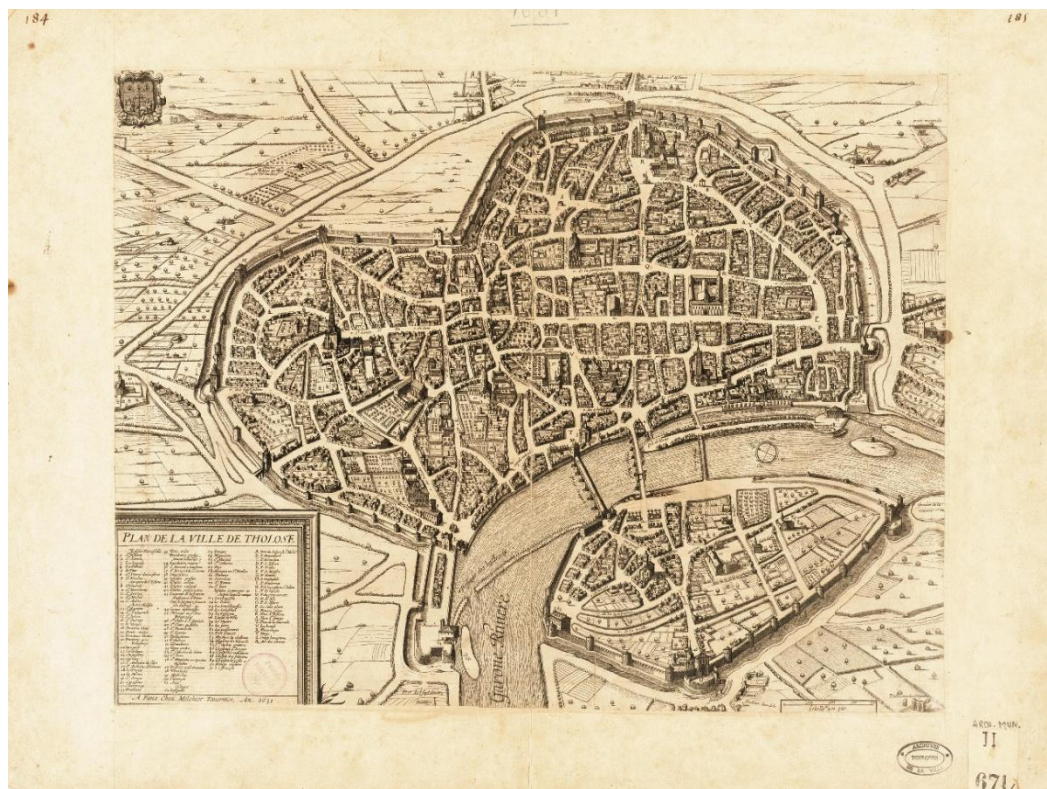
parlements sont ainsi centre des sociabilités urbaines mais cristallisent aussi les conflits avec les autres pouvoirs, tant urbains que royaux.

Toutefois, ce travail ne constitue qu'une esquisse de la situation des parlements de province en France au XVII^e siècle. L'exercice d'interroger les institutions sous l'angle de leur matérialité et leur localisation mérite d'être étendu, dans l'espace et le temps. En effet, la réflexion pourrait être poursuivie et approfondie par l'étude d'autres provinces et/ou sur une période plus longue, le XVIII^e siècle ayant une histoire parlementaire encore plus mouvementée.

Pointons cependant un certain nombre de limites au présent travail. Certaines questions auraient pu être éclaircies en se rendant aux différents centres d'archives, étape qui n'a pas pu être réalisée. Par conséquent le choix de documents a été limité par ce qui était accessible, nous rendant en grande partie tuteur des travaux déjà réalisés, réalisés parfois par des historiens locaux (quelquefois du XIX^e siècle ou des offices du tourisme), rendant la vérification des informations présentées parfois difficile. Enfin, les réalités des trois villes sont bien différentes, ce qui rend la comparaison parfois malaisée et il est difficile de trouver un équilibre sans n'exposer que les singularités ni rester dans la superficialité de généralités. Cependant, ces parlements de provinces se sont révélés d'une grande richesse et offrent de nombreuses pistes pour poursuivre le travail, élargissant le corpus, le focus géographique ou temporel ou plusieurs de ces éléments simultanément.

Annexes

Annexe 1 : Plan de Toulouse



TAVERNIER Melchior., *Plan de la ville de Tholose*, 1631, eau-forte, 50 x 67 cm, Toulouse, Archives municipales, II671⁴⁷.

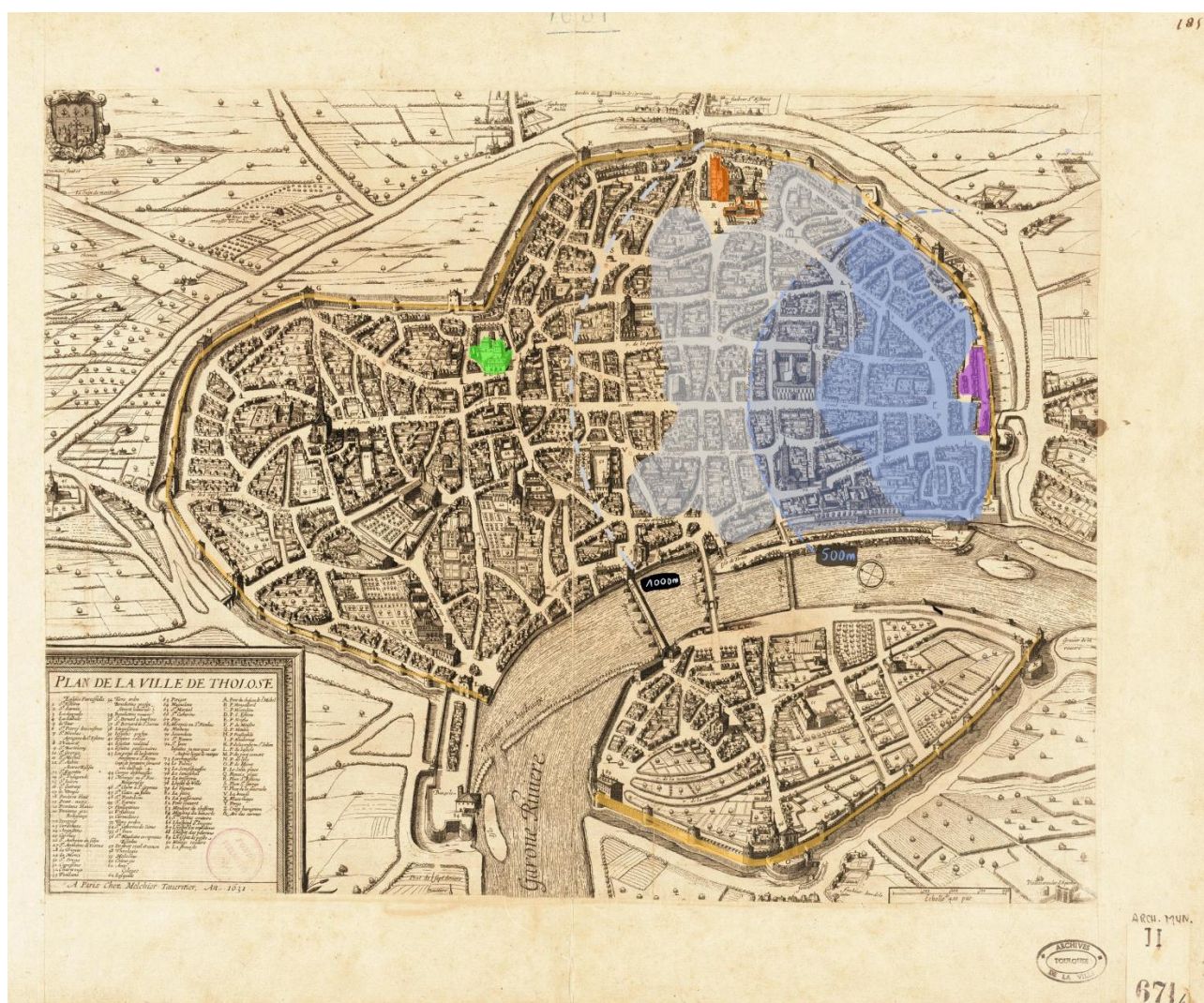
Ce plan de la ville de Toulouse, dont le blason est en haut à gauche, est le premier à proposer une représentation géographique et figurative, permettant d'allier la localisation des bâtiments et leur forme visuelle. Il fait partie des plans réalisés par le graveur, marchand d'estampes et de cartes géographiques anversois Melchior Tavernier. Réalisé en 1631, le plan connaît une certaine postérité, plusieurs fois copié et contrefait. Les archives municipales de Toulouse conservent par exemple, en plus du plan reproduit ici, une contrefaçon aquarellisée provenant probablement d'un atlas⁴⁸.

Nous avons sélectionné ce plan parce qu'il propose une vue surplombante et possède une légende identifiant les endroits principaux de la ville, ainsi que les indications des noms de rues. Le palais y figurant, des indices sur sa forme nous sont fournis. Néanmoins, le plan nous est surtout utile pour aborder sa localisation au sein de la ville. Il nous permet de le trouver et d'interroger sa position relative aux autres centres importants.

⁴⁷ in Archives de Toulouse, [en ligne] https://basededonnees.archives.toulouse.fr/4DCGI/Web_VoirLaNotice/03_06/II671/ILUMP9999 (consulté le 30/04/2025, dernière mise à jour le ?).

⁴⁸ « Les plans de Toulouse de 1493 à la fin du XVII^e siècle », in Archives de Toulouse, [en ligne] <https://www.archives.toulouse.fr/histoire-de-toulouse/patrimoine-urbain/plans-anciens> (consulté le 30/04/2025, dernière mise à jour le ?).

Nous avons en effet retravaillé la carte, dans le résultat présenté ci-dessous, à l'aide des travaux de Jack Thomas⁴⁹ (qui a réalisé plusieurs cartes sur les lieux de résidence du personnel du parlement) et du plan interactif historique de la ville d'UrbanHist⁵⁰, initiative des archives municipales de la ville. Ainsi sur la carte sont indiqués : le palais du parlement (en violet), le Capitole, l'hôtel de ville (en vert), la cathédrale (en orange – encadrant le palais épiscopal à côté), et les fortifications (en jaune). De plus, les différentes teintes de bleu suggèrent la concentration du personnel du parlement : plus la couleur est saturée, plus nombreuses sont les habitations de travailleurs⁵¹.



⁴⁹ THOMAS J., *op. cit.*

⁵⁰ UrbanHist+, [en ligne] <https://www.urban-hist.toulouse.fr/uh/> (consulté le 20/04, dernière mise à jour le ?)

⁵¹ Pour davantage de précisions (par fonction exacte) : THOMAS J., *op. cit.*

Annexe 2 : Plan et rapport du parlement de Toulouse



GARIPUY François de, *Plan du rez-de-chaussée du palais et prisons du Parlement de Toulouse*, 1773, plan, 194 x 72 cm, Toulouse, Conseil départemental de la Haute-Garonne, Archives départementales, PA 263. (Extrait, annotations personnelles)⁵².

Extrait :

GARIPUY François, *Vérification et raport de l'état actuel du palais ou siège le parlement de Toulouse ainsi que des divers battiments qui en dépendent tels que les greffes, les prisons, les bureaux de la chancellerie*, 31 août 1778, rapport manuscrit édité par ROCACHER J., « La description du palais du parlement de Toulouse par l'ingénieur François Garipuy (31 aout 1778) », in *Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France*, t. 51 (1991), p. 223-250 :

« Grande salle d'audiance de Tournelle cottée n°72 [...] Les tapisseries en laine dont cette salle est meublée sont également vieilles et usées. L'éloignement de cette salle d'audiance, dont les entrées sont totalement masquées par des boutiques et où l'on ne peut parvenir de la chambre ordinaire ou bureau de Tournelle qu'en parcourant un assez long espace à découvert, ou en montant et descendant plusieurs mauvais escaliers qui ne communiquent par des dégagements tantôt au rez-de chaussée, tantôt au premier étage, la rend très incommode pour le service et expose les juges à prendre mal dans le passage et communication de l'un à l'autre. Elle est d'une part si mal fermée qu'on peut à peine résister au froid et au vent, principalement à déffaut de vestibule au devant qui en précède la principale entrée. Et elle seroit absolument impraticable si on n'y avoit

⁵² in *Archives de la Haute Garonne*, [en ligne] <https://rb.gy/wno59t> (consulté le 10/05/2025, dernière mise à jour le ?).

placé au milieu un poêle qui y fait un très mauvais effet, mais duquel on ne peut néanmoins se passer sy on veut y tenir les audiences en hyver »⁵³

Ces deux documents sont liés : la carte (qui faisait partie d'un ensemble de deux cartes dont l'autre a été perdue) accompagnait le rapport de l'ingénieur François Garipuy, directeur des Ponts et Chaussées de la Province. Ce rapport de 1778 a été commandé par les états de Languedoc qui visaient la rénovation du palais. Garipuy parcourt les pièces du parlement accompagné d'un secrétaire qui note dans ce long rapport de 113 folios, différentes observations quant à la disposition ces pièces et leur état en vue de travaux⁵⁴.

Bien que postérieur à la période étudiée – datant de l'été 1778 – il nous a semblé pertinent de l'inclure dans le corpus étant l'unique description du palais du Parlement de Toulouse avant sa reconstruction au XIX^e siècle et l'une de ses rares représentations. De plus, comme il n'y a pas eu de reconstruction du palais après sa destruction au XVI^e siècle, la situation au XVIII^e siècle devait être assez proche de celle du XVII^e siècle. Ainsi, les documents produits par Garipuy nous sont particulièrement utiles pour aborder la matérialité du parlement : sa composition (refermant aussi des informations concernant sa position relative dans le quartier par rapport aux autres édifices de la rue) et son état. Dans la partie du plan reprise ci-dessus, pour palier à la faible résolution de l'image, nous avons retracé les contours des maisons (en bleu) et des boutiques (en vert) pour montrer leur enchevêtrement avec les chambres et salles du parlement.

⁵³ GARIPUY, *op. cit.*, p. 231-232.

⁵⁴ ROCACHER J., « Histoire des bâtiments du parlement de Toulouse », *op. cit.*, p. 55-73.

Annexe 3 : Passage par Toulouse d'Abraham Gölnitz

GÖLNITZ Abraham, *Ulysses Belgico-Gallicus, fidus tibi duc et Achates per Belgium hispanicum, Regnum Galliae, ducatum Sabaudiae, Taurinum usque, Pedemonti metropolim, auctore Abraham Golnitzio Dantiscano. Lugduni Batavorum*, Leyde, Ezevirii, 1631, édité et traduit par GUÉNOT M.S., « Voyage en France dans le Languedoc, du chancelier Gölnitz (1631) », in *Bulletin de la Société de géographie de Toulouse*, n° 3 (1912), p. 232-256 :

« Les édifices construits pour le justice sont la Cour du Parlement et le Palais de la cité. Le Parlement est situé là où fut jadis le Capitole (château Narbonnais). Cet édifice est plus remarquable par son étendue que par sa décoration. [...] Devant le palais du Parlement existe encore une statue qui ornait autrefois le frontispice de cet ancien édifice. La statue a la tête et la poitrine d'un homme. L'inscription placée au-dessous a été effacée par le temps. [...]

On s'est autorisé à entrer dans l'hôtel de ville nommé Capitole qu'après avoir déposé ses armes à la porte d'entrée. Ainsi le veut la sécurité des citoyens protégés par cette citadelle. L'édifice ayant quatre faces, disposées en carré, est entièrement neuf. Autour de la partie inférieure règnent des galeries pour se promener. Sur les murs, des fresques où sont reproduits les portraits et les noms des Capitouls. Sous un portiques sont peintes les traits de Charles IX et sur un frontispice s'élève la statue d'Henri le Grand [...] s'ensuit une description sur plusieurs pages des décors, fresque et inscriptions...] »⁵⁵

Cet extrait provient du guide de voyage *Ulysses Belgico-Gallicus* publié en latin en 1631 à Leyde. Son auteur, Abraham Gölnitz, résident à Leyde, est un géographe calviniste polonais originaire de Dantzig. Dans ce texte, il rapporte son voyage à travers la France, les Pays-Bas espagnols et la Savoie réalisé entre 1624 et 1626 – l'historiographie a eu beaucoup de mal à établir une datation précise mais c'est la présente datation qui semble la plus certaine.

Gölnitz destine son texte à ses fils mais aussi un public plus large, l'adaptant pour inviter les jeunes nobles à voyager à travers l'Europe. C'est un guide de voyage précis, fournissant parfois des informations historiques mais avant tout un itinéraire avec des conseils sur les chemins à suivre et les hôtelleries à rechercher ou éviter⁵⁶. Nous avons choisi ce récit de voyage reconnu par les voyageurs de l'époque moderne car Gölnitz passe par Toulouse et décrit la ville. Son témoignage permet à la fois d'avoir un regard – extérieur qui plus est – sur les points d'attention, les endroits qui semblent importants dans la ville – du moins pour les personnes de passage – et une description des bâtiments remarquables et souvent visités. Par exemple, le passage reproduit ci-dessus est consacré au palais du parlement et l'hôtel de ville de Toulouse.

⁵⁵ GÖLNITZ Abraham, *Ulysses Belgico-Gallicus, fidus tibi duc et Achates per Belgium hispanicum, Regnum Galliae, ducatum Sabaudiae, Taurinum usque, Pedemonti metropolim, auctore Abraham Golnitzio Dantiscano. Lugduni Batavorum*, Leyde, Ezevirii, 1631, édité et traduit par GUÉNOT M.S., « Voyage en France dans le Languedoc, du chancelier Gölnitz (1631) », in *Bulletin de la Société de géographie de Toulouse*, n° 3 (1912), p. 252-253.

⁵⁶ SOUBEILLE G., « Golnitz, un touriste à Toulouse en 1630 », in *L'Auta* « que bufo un cop cado mès », p. 66-72 ; DE GORSSE P., « Toulouse au XVII^e siècle vue par un érudit dantzikois », in *L'Auta que bufo un cop cado mès*, n° 126 (1941), p. 66-72 ; MAURAN P., « Itinéraires calvinistes dans l'Europe du début de la guerre de Trente Ans : Abraham Gölnitz en son temps : », in *Dix-septième siècle*, n° 280 (2018), n° 3, p. 533-550.

Annexe 4 : Plan de Rennes



Plan de la vieille ville ou cité, ville neuve, et nouvelle ville de Rennes, capitale de la Bretagne. Plan dit plan Hévin, fin du XVII^e siècle, taille douce, 46,9 x 58,2 cm, Rennes, Musée de Bretagne, inv 2016.0000.3600⁵⁷.

Ce plan de la ville de Rennes est surnommé plan Hévin d'après le procureur syndic de Rennes, Pierre Hévin, qui avait demandé sa réalisation à l'occasion d'un procès. Il a été copié à plusieurs reprises, pour la première fois vers 1665, avec une légende manuscrite, plan conservé par la BnF⁵⁸. Cette version, qui provient des collections muséales du musée de Bretagne et daterait plutôt de 1685, présente un plan en lui-même d'une plus mauvaise qualité d'impression mais avec une légende imprimée.

Cette carte représente la ville de Rennes, désignée comme capitale de la Bretagne. Dans les blasons qui la surmontent figurent les armoiries de la ville à droite et du Royaume de France à gauche. Nous l'avons sélectionné la trouvant particulièrement pertinente pour sa division en trois rubriques : la *Vieille Ville ou Cité* (A, antérieure à 1455) ; la *Ville Neuve* (premier accroissement à partir de 1422) et la *Nouvelle Ville* (second accroissement débuté en 1449). Cette présentation permet de mieux comprendre les dynamiques. De plus, la légende – bien qu'incomplète dans la numérotation – fournit un certain nombre d'informations, notamment

⁵⁷ in *Musée de Bretagne*, [en ligne] <http://www.collections.musee-bretagne.fr/ark:/83011/FLMjo225775> (consulté le 3/05/2025, dernière mise à jour le ?).

⁵⁸ « Plan de la vieille ville ou cité », in BnF, *Gallica*, [en ligne] <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8445752v> (consulté le 24/04/2025, dernière mise à jour le ?).

concernant la construction du Palais. Mais pour les bâtiments non indiqués, nous avons pu nous référer au plan interactif – consacré aux découvertes archéologiques de la ville de Rennes – de l'Inrap⁵⁹. Ce qui différencie ce plan des deux autres du corpus est que s'il permet d'appréhender davantage la structure de la ville et la localisation des différents lieux, il n'y a pas de représentation figurative des différents bâtiments.

Comme pour les cartes précédentes, nous y avons identifié les différents lieux de pouvoir : le palais du parlement (en violet) et encadrant le couvent des Cordeliers, emplacement utilisé précédant la construction du palais, la cathédrale (en orange), l'hôtel de ville (en vert), et enfin (en jaune), les fortifications dans lesquelles se trouve (numéro 3) la porte Mordelaise, demeure du gouverneur détenant le pouvoir militaire.



⁵⁹ INRAP, *Atlas archéologique : Rennes*, [en ligne], <https://multimedia.inrap.fr/atlas/Rennes/archeo-Rennes> (consulté le 23/04/2025, dernière mise à jour le ?).

Annexe 5 : Gravure du retour du parlement de Bretagne à Rennes



Retour du Parlement de Bretagne à Rennes/Le triomphe du roi, vers 1690/1691, estampe, 57,3 x 75 cm, Rennes, Musée de Bretagne, inv 949.0040⁶⁰.

Cette gravure accompagne une thèse réalisée par le collège des Jésuites à Rennes pour célébrer le retour du parlement à Rennes le 1^{er} février 1690, après son exil à Vannes depuis le 16 octobre 1675. Nous ne sommes pas parvenus à retrouver le texte entier, mais le document est publié à Rennes en 1691⁶¹. Cependant, la gravure elle-même est pertinente pour aborder plusieurs thèmes : la matérialité du bâtiment à travers la représentation du palais d'une part et de l'autre l'importance de la symbolique. En effet, la gravure représente le roi Louis XIV, accompagné par le Grand Dauphin, le frère du roi et peut-être l'évêque ou l'intendant qui accueillent devant le palais un angelot portant les armes de Rennes, les allégories de la justice et de la vertu et une femme symbolisant la Bretagne. Si sur les marches du palais se distinguent certains parlementaires, toute la scène au premier plan est entièrement imaginaire, Louis XIV ne s'étant pas rendu en personne dans la ville en 1690. La présence du roi sur la gravure renforce l'importance du parlement comme cour souveraine, mais il s'agirait peut-être d'une allusion à l'arrivée du premier intendant dans la ville. Ainsi, le roi sur la gravure représente aussi la joie du retour du pouvoir royal mais aussi la menace qu'il représente⁶².

⁶⁰ in *Musée de Bretagne* [en ligne] <http://www.collections.musee-bretagne.fr/ark:/83011/FLMjo113754> (consulté le 20/05/2025, dernière mise à jour le ?).

⁶¹ Il semble que la gravure a également été imprimée séparément. (*Ibid.*)

⁶² AUBERT G., « Aux marches du palais », in *De Bretagne et d'ailleurs. Regard d'historiens*, Morlaix, Skol Vreizh, 2004, p. 148-151.

Annexe 6 : L'Hôtel de Moussaye à Rennes



Hôtel de Moussaye (Façade), 3 rue Saint-Georges, Rennes, Ile-et-Vilaine (35), Bretagne © Ministère de la Culture (France), Médiathèque du patrimoine et de la photographie, diffusion GrandPalaisRmn Photo⁶³.

Nous avons sélectionné la *maison de La Houblonnière*, renommée (au XVIII^e siècle) *Hôtel de La Houssaye* pour deux aspects : son appartenance et sa localisation, tous deux liés au parlement de Rennes. En effet, cette grande demeure, divisée en deux logis a été construite par Gilles Lezot au XVI^e siècle, bourgeois anobli qui fut notamment secrétaire au parlement (puis à la chancellerie)⁶⁴. Il est possible de supposer que ses propriétaires suivant furent aussi officiers du parlement. Au XVII^e siècle, l'hôtel est reconstruit, sous sa forme actuelle par Pierre Corbineau, architecte ayant contribué aux travaux du palais du parlement de Bretagne. De plus, la demeure est située dans la rue Saint-Georges, jouxtant le palais comme le couvent des Cordeliers. Cette rue s'est pleinement développée avec l'installation du parlement à Rennes, avec des maisons plus hautes, plus riches, en même temps que les autres rues formant le quartier autour du parlement, prisées par son personnel. Ainsi, ce document permet d'aborder les dynamiques entourant dans la ville les parlements ainsi que la place des parlementaires.

⁶³« Hôtel de la Moussaye », in POP, *Patrimoine architectural (Mérimée)*, [en ligne], <https://rb.gy/oeftrs> (consulté le 27/04/2025, dernière mise à jour le 9/12/2022).

⁶⁴ RIVALAN, *op. cit.*, p. 143.

Annexe 7 : Lettre de Madame de Sévigné à Madame de Grignan

SÉVIGNÉ Marquise de, *Lettre de Madame de Sévigné à Madame de Grignan (Aux Rochers, dimanche 20^e octobre 1675)*, édité par MONMERQUÉ M., *Lettres de Madame de Sévigné, de sa famille et de ses amis*, t. 4, Paris, Boulevard Saint-Germain, p. 190-195.

« M. de Chaulnes est à Rennes avec quatre mille hommes : il a transféré le parlement à Vannes ; c'est une désolation terrible. La ruine de Rennes emporte celle de la solution terrible. Mme de Marbeuf est à Vitre : elle m'a fait mille amitiés de Mme de Chaulnes, et des compliments de M. de Vins, qui veut me venir voir. Il s'en faut beaucoup que je n'aie peur de ces troupes ; mais je prend part à la tristesse et à la désolation de toute la province. On ne croit pas que nous ayons d'états ; et si on les tient, ce sera pour racheter encore les édits que nous achetâmes deux millions cinq cent mille livres, il y a deux ans, et qu'on nous a tous redonnés, et on y ajoutera peut-être encore de mettre à prix le retour du parlement à Rennes. M. De Montmoron s'est sauvé ici, et chez un de ses amis, à trois lieues d'ici, pour ne point entendre les pleurs et les cris de Rennes, en voyant sortir son cher parlement. Me voilà bien Bretonne, comme vous voyez ; mais vous comprenez bien que cela tient à l'air que l'on respire, et aussi à quelque chose de plus ; car, de l'un à l'autre, toute la province est affligée. »⁶⁵

Nous avons sélectionné cette lettre de Madame de Sévigné à sa fille, Françoise, comtesse de Grignan, car, entre les passages évoquant sa santé et ceux concernant rencontres et nouvelles de leurs connaissances communes, la marquise témoigne de la situation politique de Rennes. La marquise informe des répressions de la ville par les armées royales, du point de vue d'une personne à proximité des événements et décrit les réactions à la suite du choix de déplacer le parlement à Vannes à l'automne 1675.

Madame de Sévigné, en voyage en Bretagne durant les troubles, rapporte plusieurs fois dans ses lettres la situation rennoise. Si elle ne réside pas à Rennes mais dans son château des Rochers, à Vitré mais qui reste très proche de la ville où la situation l'inquiète vraiment. Cette lettre, permet d'interroger les effets d'un déplacement de parlement – celui de Rennes à Vannes – et laisse transparaître les liens de la ville et du parlement.

⁶⁵ SÉVIGNÉ Marquise de, *Lettre de Madame de Sévigné à Madame de Grignan (Aux Rochers, dimanche 20^e octobre 1675)*, édité par MONMERQUÉ M., *Lettres de Madame de Sévigné, de sa famille et de ses amis*, t. 4, Paris, Boulevard Saint-Germain, p. 190.

Annexe 8 : Carte de Metz



MOLINA Jean-Baptiste, *Plan relevé et très exact de la Ville de Metz*, 1696, carte, 535 x 630 cm, Metz, Bibliothèques Médiathèques de Metz, RES CAR Tir E9 006⁶⁶.

Ce plan de la ville de Metz a été réalisé pour Pierre de Rissan, comme indiqué sur la carte, chevalier, conseiller du roi, maire et maître échevin perpétuel (de 1692 à 1717⁶⁷) de Metz, par « son tres humble et tres obeissant serviteur Molina » et imprimé avec privilège en 1696. La notice de la BnF ne précise pas davantage qui est Molina, mais les Bibliothèques Médiathèques de Metz qui possèdent aussi un exemplaire du plan dans leurs collections l'identifient comme Jean-Baptiste Molina, graveur ayant réalisé au moins une autre carte de la région messine.

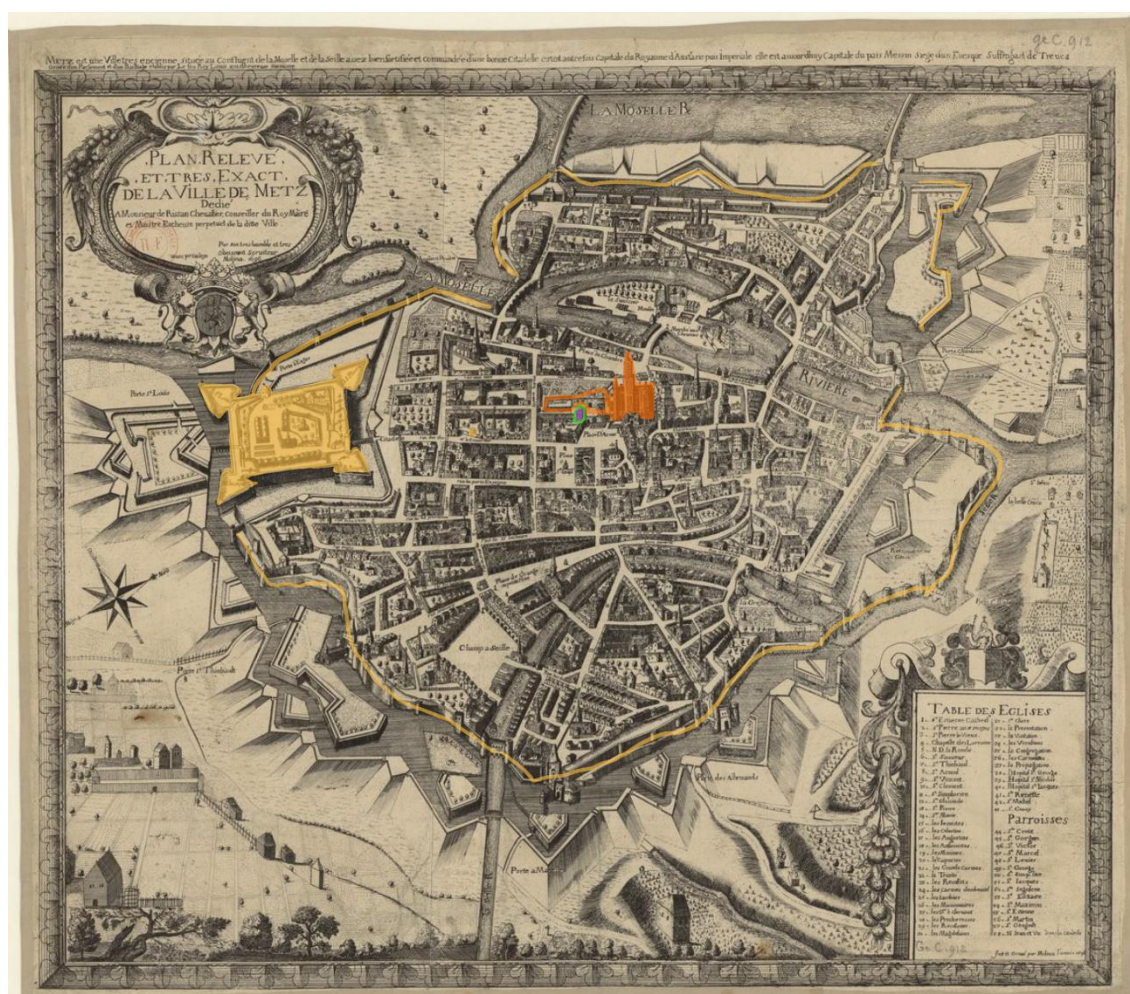
Le plan présente Metz comme « ville tres encienne située au confluent de la Moselle et de la Seille assez bien fortifiée et commandée d'une bonne citadelle [...] ornee d'un parlement et d'un baillage etablis par le feu Roy Louis XIII d'heureuse memoire ». Cette carte nous est utile pour aborder la structure de la ville et l'emplacement relatif des différents lieux de pouvoir.

⁶⁶ in *Limédia galleries* [en ligne] <https://galleries.limedia.fr/ark:/79345/dzq0rj4zsz9t7gcj/> (consulté le 25/04/2025, dernière mise à jour le 21/04/2019) ou in BnF, *Gallica* [en ligne] <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b53025269t/fl.item.zoom#> (consulté le 21/04/2025, dernière mise à jour le ?)

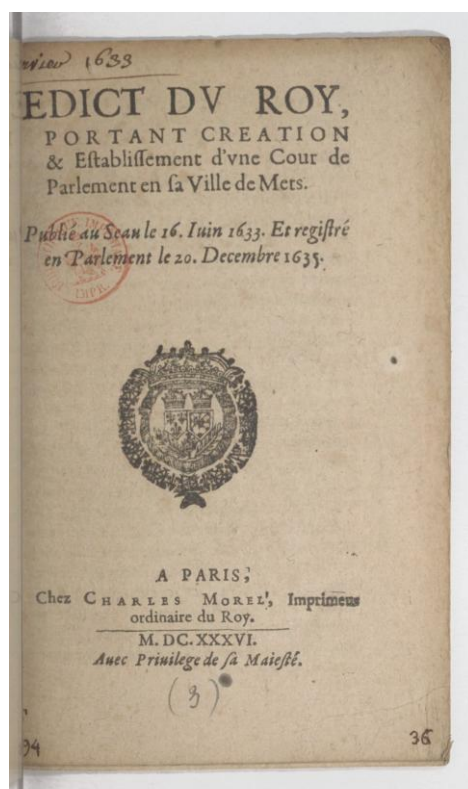
⁶⁷ VILLEMEN M., *Le Parlement de Metz et les protestants de 1633-1735*, thèse en Histoire, inédit, Université Paul Verlaine-Metz, 1997, p. 218.

Nous l'avons sélectionnée pour le niveau de détails qu'elle offrait, légendée, sur le plan lui-même se lisent en plus des noms des rues, places et certains bâtiments supplémentaires. Le plan combine représentation géographique et figurative, permettant aussi d'y distinguer le bâtiment du palais du parlement. Enfin, la carte est d'autant plus intéressante qu'elle est dédiée à un maître-échevin, et à cette époque les échevins et les parlementaires devaient se partager le même bâtiment.

Ci-dessous, nous avons repris le plan pour y localiser et représenter les contours du palais du parlement (en violet) qui sert aussi d'hôtel de ville (en vert), la cathédrale (en orange et l'évêché pour la forme non remplie) et les fortifications comme la citadelle (en jaune).



Annexe 9 : Édit concernant la création du parlement de Metz



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

*Edict du Roy, Portant creation et establissement d'une Cour de Parlement en sa ville de Metz. Publié au Sceau le 16 Juin 1633. Et enregistré en Parlement le 20 Decembre 1635, Paris, Chez Charles Morel, 1636*⁶⁸.

Ce document est l'édit du roi Louis XIII actant la création et l'établissement du parlement à Metz en 1633. Il d'agit un in-octavo d'une quinzaine de pages. Nous l'avons sélectionné par il s'agit d'un document officiel, provenant du pouvoir royal. Ce texte présente brièvement la situation des Trois-Évêchés, déclare la création d'un parlement dans la ville de Metz en précisant sa composition, son organisation, ses liens avec le parlement de Paris et ses pouvoirs. Il nous éclaire sur l'arrivée d'un parlement dans une ville – ici Metz – des changements que cela produit. Ces informations sont aussi complétées par la raison du choix de Metz.

⁶⁸ in BNF, *Gallica*, [en ligne], <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k9741313k.r=metz?rk=64378;0> (consulté le 15/04/2025, dernière mise à jour le ?).

Annexe 10 : Discours d'un magistrat sur le parlement de Metz

Raisons et Supplications apportées de la cour de parlement de paradis par l'ange tutélaire de la ville et cité de Metz, dressées au roi par le sieur de Saulny, maître-échevin dudit Metz, au nom de tous les maîtres-échevins ses devanciers et des trois ordres de ladite ville, Bibliothèque Municipale de Metz, Ms. 914, 1633, p. 551-569, édité par CULLIÈRE A., « La création du parlement de Metz (1633). Représentations burlesques et symboliques », in BOURDIEU-WEISS C. (dir.), *Les pouvoirs et leurs représentations dans les Trois-Évêchés. Actes de la journée d'étude de Metz (8 juin 2019)*, Metz, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Université de Lorraine, 2021, p. 28-35 :

« Or, si Dieu a bien voulu permettre qu'une chose de si petite importance que celle dont saint Augustin parle ait été miraculeusement révélée au respect d'un seul homme affligé, combien à plus forte raison aura-t-il permis de révéler et annoncer ce qui s'est passé depuis peu de jours en considération de tous les maîtres-échevins de la ville et cité de Metz, lesquels, s'étant entretenus en l'autre monde sur les affaires de celui-ci, et particulièrement sur l'avis à eux donné par l'ange tutélaire dudit Metz de la cour de parlement qu'il aurait plu au roi d'y établir, ils ne se seraient pas beaucoup étonnés de cet établissement-là, d'autant que le sieur de Saulny (décédé depuis peu en l'exercice de la charge de maître-échevin) leur en avait déjà donné quelque connaissance sur le bruit qui en courait avant sa mort, joint que ces bons chefs du magistrat messin, n'ayant jamais en leur vie respiré l'air de ce monde d'une affection plus grande que le service du roi, n'avaient gardé d'y trouver à redire, vu d'ailleurs (disaient-ils) que cela se pouvait faire sans rien innover et sans toucher aux privilèges et libertés dont ladite ville et cité a de tout temps immémorial joui et usé par préférence à toutes les autres villes voisines, tant auparavant que depuis qu'elle est sous la bénigne protection de la couronne de France.

Ils ne se seraient non plus beaucoup émus sur ce que d'abord nosseigneurs de ladite cour de parlement se seraient placés dans la grande salle du palais et dans les deux chambres de justice où le sieur maître-échevin et son conseil et les sieurs Treize tenaient leurs audiences ordinaires, attendu que, par la lettre missive de sa Majesté adressée aux sieurs du magistrat à cet effet, le roi leur aurait fait connaître sa volonté être telle que nosdits seigneurs prennent ce qui leur serait nécessaire audit palais pour y rendre la justice, attendant qu'elle leur en ait fait bâtir un autre. »⁶⁹

Ce document est une édition réalisée par Alain Cullières⁷⁰ d'un manuscrit anonyme d'une vingtaine de pages, qui prend la forme d'un discours, probablement destiné à une impression qui n'a jamais eu lieu. Il est daté du 29 septembre 1633, s'inscrivant dans le contexte de conflits entre le conseil des échevins et le parlement de Metz dans les premiers mois suivant son

⁶⁹ *Raisons et Supplications apportées de la cour de parlement de paradis par l'ange tutélaire de la ville et cité de Metz, dressées au roi par le sieur de Saulny, maître-échevin dudit Metz, au nom de tous les maîtres-échevins ses devanciers et des trois ordres de ladite ville*, Bibliothèque Municipale de Metz, Ms. 914, 1633, p. 551-569, édité par CULLIÈRE A., « La création du parlement de Metz (1633). Représentations burlesques et symboliques », in BOURDIEU-WEISS C. (dir.), *Les pouvoirs et leurs représentations dans les Trois-Évêchés. Actes de la journée d'étude de Metz (8 juin 2019)*, Metz, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Université de Lorraine, 2021, p. 29-30.

⁷⁰ Il l'analyse et le compare à un autre discours, celui réalisé lors de l'inauguration du parlement par son président en aout 1633. (CULLIÈRE A., *op. cit.*, p. 16-22.)

installation. Le premier arrêt du parlement le 29 aout avait interdit les réunions du grand conseil, confirmé par une lettre de cachet du roi, mais le conseil décide de produire une défense. Ce texte, sérieux sur le fond mais qui adopte une forme burlesque avait pour objectif d'agir sur les émotions de Louis XIII.

Nous l'avons choisi pour son ouverture sur les mentalités – ici des échevins messins principalement – face à l'installation du parlement mais aussi sa forme originale. L'argument se structure en deux parties, un *Avertissement au lecteur* (d'où est issu l'extrait présenté) dans lequel les maîtres-échevins de la ville au paradis se plaignent de la création du parlement à l'ange tutélaire de Metz, puis un *Avertissement au roi*, où le roi est comparé à Jephté, figure biblique, et la ville de Metz à sa fille⁷¹. Ainsi, un répertoire symbolique est mobilisé, la question des représentations étant intéressante pour aborder la matérialité des parlements.

⁷¹ *Ibid.*, p. 22-27.

Bibliographie

Sources

Narratives

Edict du Roy, Portant creation et establissement d'une Cour de Parlement en sa ville de Metz. Publié au Sceau le 16 Juin 1633. Et enregistré en Parlement le 20 Decembre 1635, Paris, Chez Charles Morel, 1636.

GARIPUY François, *Vérification et raport de l'état actuel du palais*, édité par ROCACHER J., « La description du palais du parlement de Toulouse par l'ingénieur François Garipuy (31 aout 1778) », in *Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France*, t. 51 (1991), p. 250.

GÖLNITZ Abraham, *Ulysses Belgico-Gallicus, fidus tibi duc et Achates per Belgium hispanicum, Regnum Galliae, ducatum Sabaudiae, Taurinum usque, Pedemonti metropolim, auctore Abraham Golnitzio Dantiscano. Lugduni Batavorum*, Leyde, Ezevirii, 1631, édité et traduit par GUÉNOT M.S., « Voyage en France dans le Languedoc, du chancelier Gölnitz (1631) », in *Bulletin de la Société de géographie de Toulouse*, n° 3 (1912), p. 232-256.

SÉVIGNÉ Marquise de, *Lettre de Madame de Sévigné à Madame de Grignan (Aux Rochers, dimanche 20^e octobre 1675)*, édité par MONMERQUÉ M., *Lettres de Madame de Sévigné, de sa famille et de ses amis*, t. 4, Paris, Boulevard Saint-Germain, p. 190-195.

Raisons et Supplications apportées de la cour de parlement de paradis par l'ange tutélaire de la ville et cité de Metz, dressées au roi par le sieur de Saulny, maître-échevin dudit Metz, au nom de tous les maîtres-échevins ses devanciers et des trois ordres de ladite ville, Bibliothèque Municipale de Metz, Ms. 914, 1633, p. 551-569, édité par CULLIÈRE A., « La création du parlement de Metz (1633). Représentations burlesques et symboliques », in BOURDIEU-WEISS C. (dir.), *Les pouvoirs et leurs représentations dans les Trois-Évêchés. Actes de la journée d'étude de Metz (8 juin 2019)*, Metz, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Université de Lorraine, 2021, p. 28-35.

Iconographiques et monumentales

BASSET, *Toulouse, ville capitale du Languedoc, archevesché, parlement et université*, XVI^e siècle, estampe, 28 x 35 cm, Toulouse, Archives municipales de Toulouse, 45Fi74.

BOISSEAU Jean, *Rennes ville episcopalle siege du parlement et capitale du duché de Bretagne*, 1644, plan, 28 x 69,5 cm, Paris, BnF, GE BB-246 (XI, 84-85).

GARIPUY François de, *Plan du rez-de-chaussée du palais et prisons du Parlement de Toulouse*, 1773, plan, 194 x 72 cm, Toulouse, Conseil départemental de la Haute-Garonne, Archives départementales, PA 263.

TAVERNIER Melchior., *Plan de la ville de Tholose*, 1631, eau-forte, 50 x 67 cm, Toulouse, Archives municipales, II671.

« Hôtel de la Moussaye », in POP, *Patrimoine architectural (Mérimée)*, [en ligne], https://pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/PA00090699?base=%5B%22Patrimoine%20architectural%20%28M%C3%A9rim%C3%A9e%29%22%5D&mainSearch=%22parlement%22&ou=%5B%22Rennes%22%5D&last_view=%22list%22&idQuery=%22fa7c245-3522-e523-f3e-450e3ba4518%22 (consulté le 27/04/2025, dernière mise à jour le 9/12/2022).

« Immeuble », in POP, *Patrimoine architectural (Mérimée)*, [en ligne], https://pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/PA00090726?base=%5B%22Patrimoine%20architectural%20%28M%C3%A9rim%C3%A9e%29%22%5D&mainSearch=%22parlement%22&ou=%5B%22Ille-et-Vilaine%22%2C%22Bretagne%22%5D&periode=%5B%2217e%20si%C3%A8cle%22%5D&last_view=%22list%22&idQuery=%226df602-74-e7b7-0760-82a5bd604222%22 (consulté le 10/05/2025, dernière mise à jour le 9/12/2022).

Plan de la vieille ville ou cité, ville neuve, et nouvelle ville de Rennes, capitale de la Bretagne. Plan dit plan Hévin, fin du XVII^e siècle, taille douce, 46,9 x 58,2 cm, Rennes, Musée de Bretagne, inv 2016.0000.3600.

« Palais de Justice », in POP, *Patrimoine architectural (Mérimée)*, [en ligne] https://pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/PA00090751?base=%5B%22Patrimoine%20architectural%20%28M%C3%A9rim%C3%A9e%29%22%5D&mainSearch=%22parlement%22&ou=%5B%22Rennes%22%5D&last_view=%22list%22&idQuery=%2231c8d67-ded8-7ee6-2c6-d15bdc6ea24%22 (consulté le 3/05/2025, dernière mise à jour le 9/12/2022).

Travaux

AUBERT G., « Chapitre X. Le duc de Chaulnes à Rennes (III) : une capitale décapitée », in *Les révoltes du papier timbré, 1675 : Essai d'histoire événementielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 469-539.

AUBERT G., « Une capitale provinciale au miroir de ses riches: Rennes dans les années 1620, ou la naissance d'une ville parlementaire », in BOURQUIN L., HAMON P. (dir.), *Fortunes urbaines. Élités et richesses dans les villes de l'Ouest à l'époque moderne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p. 19-42.

AUBERT G., « Les parlementaires à Rennes au XVII^e siècle : la grandeur et l'exil », in SASSIER Y., CHALINE O. (dir.), *Les Parlements et la vie de la cité (XVI^e – XVIII^e siècle)*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2004, p. 277-300.

AUBERT G., « Aux marches du palais », in *De Bretagne et d'ailleurs. Regard d'historiens*, Morlaix, Skol Vreizh, 2004, p. 148-151.

AUBERT G., « Lieux de mort, lieux de vie ? », in *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest. Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine*, n° 110-4 (2003), p. 205-220.

BEC J.-L., « Petites et grandes histoires de la construction du palais de justice de Toulouse », in *Histoire de la justice*, vol. 21 (2011), n° 1, p. 155-176.

BEUCHET L., « Rennes (Ille-et-Vilaine). 1A-1B, rue Victor Hugo », in *Archéologie médiévale*, (2012), n° 42, p. 253-254.

CATALO J., « La tour de l'horloge du parlement de Toulouse », in VIVAS M. (dir.), *(Re)lecture archéologique de la justice en Europe médiévale et moderne*, Pessac, Ausonius Éditions, 2019, p. 67-83.

CATALO J., « La représentation du château Narbonnais de Toulouse », in BOURGEOIS L., RÉMY C. (dir.), *Demeurer, défendre et paraître : orientations récentes de l'archéologie des*

fortifications et des résidences aristocratiques médiévales entre Loire et Pyrénées (Actes du colloque de Chauvigny – 14-16 juin 2012), Chauvigny, Association des publications chauvinoises, 2014, p. 471-489.

CULLIÈRE A., « La création du parlement de Metz (1633). Représentations burlesques et symboliques », in BOURDIEU-WEISS C. (dir.), *Les pouvoirs et leurs représentations dans les Trois-Évêchés. Actes de la journée d'étude de Metz (8 juin 2019)*, Metz, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Université de Lorraine, 2021, p. 15-35.

FIGEAC M., MAO C.L., « Le Parlement de Bordeaux et la cité, de la Fronde à la veille de la Révolution », in SASSIER Y., CHALINE O. (dir.), *Les Parlements et la vie de la cité (XVI^e s - XVIII^e siècle)*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2004, p. 249-276.

DE GORSSE P., « Toulouse au XVII^e siècle vue par un érudit dantzikois », in *L'Auta que bufo un cop cado mès*, n° 126 (1941), p. 66-72.

JARNOUX P., « Un exil intérieur : le parlement de Bretagne à Vannes, 1675-1690 », in AUBERT G. et CHALINE O. (dir.), *Les Parlements de Louis XIV : Opposition, coopération, autonomisation ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 95-116.

MAURAN P., « Itinéraires calvinistes dans l'Europe du début de la guerre de Trente Ans : Abraham Gölnitz en son temps : », in *Dix-septième siècle*, n° 280 (2018), n° 3, p. 533-550.

PETRY C., *Faire des Sujets du Roi: Rechtspolitik in Metz, Toul und Verdun Unter Französischer Herrschaft (1552-1648)*, Berlin/München/Boston, De Gruyter, 2006.

PITOR A., *L'espace du Palais. Étude d'un enclos judiciaire parisien de 1670 à 1790*, Thèse de doctorat en histoire moderne et contemporaine, inédit, Sorbonne, 2019.

RATEL G., « Le labyrinthe des greffes du parlement de Toulouse, pivot de la pratique à l'époque moderne (1550-1778) », in PONCET O., STOREZ-BRANCOURT I. (dir.), *Une histoire de la mémoire judiciaire : De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publications de l'École nationale des chartes, 2009, p. 217-232.

REBIÈRE J.-L., « Le Parlement de Toulouse aux XVII^e et XVIII^e siècle », in *Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France*, t. 74 (2014), p. 165-186.

RIVALAN M. P., *Rennes, naissance d'une capitale provinciale (1491-1610)*, thèse en Histoire, inédit, Université Rennes 2, 2014.

ROCACHER J., « Histoire des bâtiments du parlement de Toulouse », in POUMARÈDE J. et THOMAS J. (dir.), *Les Parlements de province : Pouvoirs, justice et société du XV^e au XVII^e siècle*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 1996, p. 55-73.

SAUPIN G., « Sociologie municipale des villes de parlement en France au XVII^e siècle », in AUBERT G., CHALINE O. (dir.), *Les Parlements de Louis XIV : Opposition, coopération, autonomisation ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 205-226.

SERVANTON M., *Factions et robes rouges: parlements et politique provinciale de Richelieu à la Fronde (1624-1654)*, thèse de doctorat en Histoire moderne, inédit, Université Bordeaux Montaigne, 2017.

SOULEYREAU M.-C.V., *Le cardinal de Richelieu à la conquête de la Lorraine: correspondance, 1633*, Paris, L'Harmattan, 2010.

THOMAS J., « Gens de justice à Toulouse au temps de Louis XIV », in SUAUBERT B., ALMARIC J.-P., OLIVIER J.-M. (dir.), *Toulouse, une métropole méridionale : Vingt siècles de vie urbaine*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2009, p. 163-186.

VIGNAL-SOULEYREAU M.-C., « Bourbon contre Bourbon : le parlement de Metz face à la justice de l'évêque en 1633-1634 », in FOURNIEL B. (dir.), *La justice dans les cités épiscopales : Du Moyen Âge à la fin de l'Ancien Régime*, Toulouse, Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2014, p. 503-512.

VILLEMIN M., *Le Parlement de Metz et les protestants de 1633-1735*, thèse en Histoire, inédit, Université Paul Verlaine-Metz, 1997.

WAGNER P.-É., TRAPP J., LÉONARD J., « Représenter Metz au XVII^e siècle. Le travail de Claude Chastillon. Partie 2: Les monuments du Moyen Âge messin », in *Les Cahiers lorrains : Revue de recherches régionales depuis 1922*, n° 2 (2021), p. 45-58.

« Les plans de Toulouse de 1493 à la fin du XVII^e siècle », in *Archives de Toulouse*, [en ligne] <https://www.archives.toulouse.fr/histoire-de-toulouse/patrimoine-urbain/plans-anciens> (consulté le 30/04/2025, dernière mise à jour le ?).

Instruments de travail

UrbanHist+, [en ligne], <https://www.urban-hist.toulouse.fr/uh/>

BARBICHE B., *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne (XVI^e – XVIII^e siècle)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012.

BÉLY L., *Dictionnaire de l'Ancien Régime : royaume de France : XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.

BLUCHE F. (dir.), *Dictionnaire du Grand Siècle*, Paris, Arthème Fayard, 2005.

INRAP, *Atlas archéologique : Rennes*, [en ligne], <https://multimedia.inrap.fr/atlas/Rennes/archeo-Rennes>

POP, *Patrimoine architectural (Mérimée)*, [en ligne], <https://pop.culture.gouv.fr/search/list?base=%5B%22Patrimoine%20architectural%20%28M%C3%A9rim%C3%A9e%29%22%5D>